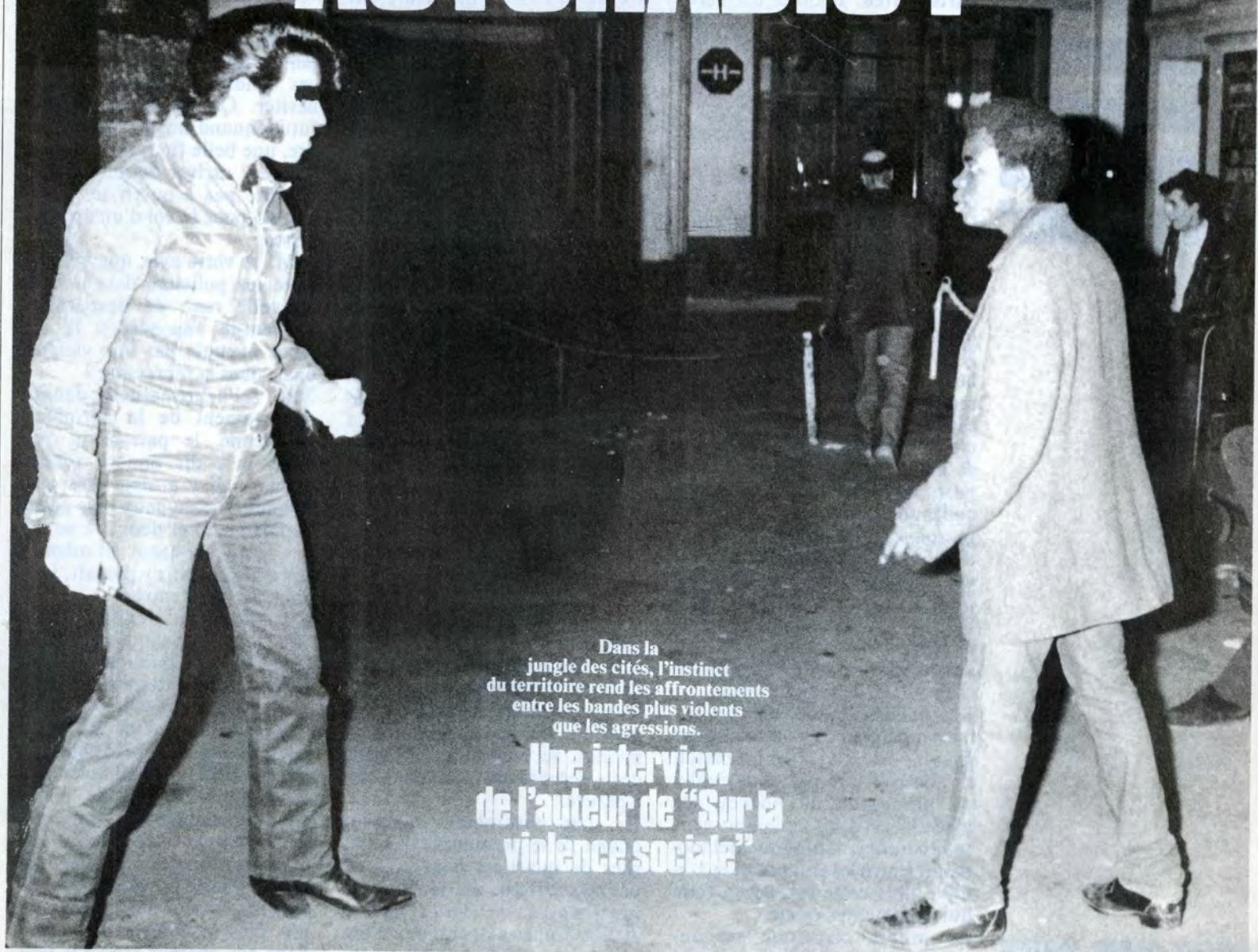


Manifestations de colère et de désarroi de la police face à des délinquants débridés qui n'hésitent pas à tuer pour un larcin de misère. Bandes des Minguettes ou des Fougères, qui font régner leur désordre armé dans les champs clos des cités, qui échappent de plus en plus à la loi. Une nouvelle violence ébranle la France, et engendre la peur qui entretient elle-même la violence. Le sociologue Xavier Raufer publiait l'année dernière, « Terrorisme : la France maintenant ? »,

alors qu'une bombe éclatait rue Marbeuf. Aujourd'hui « Sur la violence sociale » (Collection J.-J. Pauvert, Ed. Alésia) annonce et décrit avec une précision implacable comment cette contestation nihiliste de notre société prend naissance, s'entretient et se développe. Il explique à Dominique Eudes, pour « Paris Match » pourquoi il faudrait trouver un nouveau langage pour communiquer avec ces martiens qui se sentent rejetés de notre monde et qui nous terrorisent.

POURQUOI TUENT-ILS POUR UN AUTORADIO ?



Dans la jungle des cités, l'instinct du territoire rend les affrontements entre les bandes plus violents que les agressions.

Une interview de l'auteur de "Sur la violence sociale"



Aux Minguettes, dans les vestibules des H.I.M., de futurs jeunes délinquants essayent de tuer le temps.

Les nouveaux délinquants, se considèrent comme des "desperados"

Paris Match. L'année dernière, vous avez été prophète un peu plus rapidement que vous l'auriez souhaité. Juste au moment où sortait votre livre : « Terro-risme : maintenant la France ? », une bombe éclatait en pleine rue Marbeuf.

Xavier Raufer. J'étais en train de corriger les épreuves.

P.M. Cette année, votre dernier livre : « Sur la violence sociale » paraît au moment où, devant les nouvelles formes de délin-quance, la police manifeste son indignation et son désarroi.

X.R. Pour comprendre le ma-laise de la police, il faut avoir recours à la vieille image de l'iceberg. La partie émergée, c'est l'émotion bien légitime qui se met à étreindre quelqu'un à partir du moment où deux de ses collègues ont été tués par des personnes qui étaient en train d'accomplir un acte illégal sur la voie publique. Mais la partie im-mergée, la raison profonde sur laquelle j'ai travaillé est la sui-vante : il n'y a plus, entre les nouvelles formes de délinquance et la police, de règles du jeu.

Les policiers ne savent jamais, au moment où ils vont entrer sur le stade, si ça va être un match de football, un match de rugby ou un match de hockey sur glace. C'est-à-dire que tout peut se produire à n'importe quel mo-ment. Entre les truands et eux, il n'y a plus cette espèce de code qui a longtemps existé.

Le milieu classique est au-jourd'hui très résiduel et limité

à quelques vieux messieurs qui racontent leurs histoires, qu'ils soient voyous ou commissaires. Mais avec la nouvelle délin-quance, il n'y a absolument plus aucun moyen de communiquer les uns avec les autres. Et c'est ce qui angoisse les policiers en profondeur.

Prenons un exemple qui s'est dé-roulé la semaine dernière dans la région lyonnaise. Deux gar-diens de la paix, deux pépères qui faisaient une ronde de rou-tine, s'approchent de deux sil-houettes qui sont en train de casser les vitres d'une voiture, sans doute pour y récupérer un manteau en peau de lapin qu'ils allaient revendre 200 francs. Au moment où les agents arrivent pour les interpeller, les deux gosses se retournent et ouvrent le feu avec des armes de fort calibre.

P.M. Oui, mais toute la ques-tion est là. Pourquoi cette dis-proportion entre le délit et la violence des réactions qu'il peut entraîner ?

X.R. Cette disproportion existe dans notre logique. Mais dans la leur, il n'y en a pas. Ce sont des gens qui, au plus profond d'eux-mêmes, se considèrent comme des « desperados ». Ils n'ont rien à perdre.

Ils sont absolument choqués quand ils se promènent dans les rues de quartiers bourgeois où ils aperçoivent en vitrine des manteaux de fourrure à 30 000 francs alors qu'eux n'ont même pas 100 francs pour pou-

voir terminer la semaine. Ils ne se voient aucun avenir. Ils se sen-tent traqués et cernés et dans ces conditions, rien ne les fait hésiter. Quand on n'a pas de futur, quand on n'a rien à per-dre, une belle fin c'est encore ce qui peut arriver de mieux et on n'hésite pas à ouvrir le feu au colt 45 pour le vol d'un appareil photo.

P.M. A votre avis, que peuvent faire les policiers devant cette nouvelle race de desperados. Doivent-ils répondre à la vio-lence aveugle par une violence égale dans la répression ?

X.R. A l'heure actuelle, dans un département de la périphérie parisienne, le patron du Srpj local m'a dit encore récem-ment : « Il y a cinq cités dans lesquelles je ne peux plus entrer depuis un an et demi. Je ne sais pas ce qui s'y passe. Et même si je savais ce qui s'y passait, je ne pourrais pas y entrer ».

C'est-à-dire qu'il existe dans sa circonscription cinq endroits où la loi de la République ne s'ap-plique pas. La dernière fois que ces hommes ont tenté d'y péné-trer pour un vol ou un larcin quelconque, ils ont été accueillis par des cocktails molotov lancés sur leurs véhicules de police. Alors finalement, ils ont reçu des coups de téléphone du Par-quet leur disant « N'allez plus là-bas. Pas de provocation ».

Les magistrats ne tiennent pas non plus à soulever des vagues dans ces champs clos qui finis-



Les locataires des H.I.M. sont chassés des caves. On y cache des objets volés ou on s'y livre à la prostitution.

sent par échapper à toute juridiction. A partir du moment où ce genre de zone se crée, ça devient ce qu'on appelait au Moyen Age la cour des miracles.

Il se produit le même phénomène avec les « squatts » dans les grandes villes. A partir du moment où plusieurs immeubles sont squattés les uns à côté des autres, on entre par une porte, on sort par l'autre, on creuse des trous dans les murs entre les différentes maisons et pour tous les gens qui ont un point commun : celui d'avoir choisi l'illégalité pour des raisons politiques, de droit commun ou quelles qu'elles soient, le squatt constitue un sanctuaire ce qu'était pour les Vietnamiens la piste Hô Chi Minh. C'est l'endroit où l'on ne peut plus vous chercher, où on ne vous trouve plus.

P.M. Autrement dit, la police est à peu près impuissante ?

X.R. Les policiers voient en effet se développer sous leurs yeux des territoires sur lesquels vivent des populations qu'ils ne comprennent pas et qu'ils ne maîtrisent pas. Il n'y a plus de carotte et il n'y a plus de bâton. On ne sait pas comment les séduire et comment les punir.

Et, à partir de ces sanctuaires, ils voient se répandre et se développer une délinquance à laquelle ne s'appliquent plus les règles communes. Avant, on savait qu'on traquait Pierrot le Fou ou Emile Buisson. On savait

à peu près à quel moment on prenait des risques. Aujourd'hui, on sort dans la rue pour poser une contredanse et on s'expose à se retrouver avec une balle dans la peau.

P.M. Puisque vous nous dites que la police ignore ce qu'elle doit faire, il ne reste que l'autodéfense. C'est l'aboutissement logique de la démission des pouvoirs publics.

X.R. Il faut craindre en effet une épidémie de drames de l'autodéfense. C'est aux limites des cités et des quartiers ouvriers plus confortables que les frontières sont les plus chaudes. Depuis l'année dernière, neuf jeunes immigrés ont été tués pour des histoires de vol de mobylette.

La ligne de front passe aujourd'hui entre les cités et l'habitat pavillonnaire, l'accumulation des délits mineurs débouche sur des réactions dramatiques. Le type qui en a assez de voir arracher ses carottes dans son potager, prend un fusil et, pour un larcin qui mériterait une amende de 50 F, inflige une peine de mort.

P.M. L'exaspération et la peur ne sont pas complètement injustifiées puisque par ailleurs on s'aperçoit que les voleurs de carottes n'hésitent pas, s'ils ont une arme, à tirer quand on tente de les arrêter.

X.R. Tous les faits divers regorgent d'exemples de types qui étaient entrés dans un appartement pour un petit cambriolage et qui ont été capables de don-

ner la mort, simplement pour ne pas se faire attraper.

Ce qu'il faut à tout prix enrayer, c'est cette espèce de polarisation antagoniste de groupes qui se crispent de plus en plus : d'une part, ceux qui sont partisans de la sécurité parce qu'ils ont travaillé pendant vingt ans et qu'ils n'ont pas de raison de se faire voler, d'autre part, ceux qui se disent : « On nous a beaucoup promis, on n'a rien tenu et on continue à nous tirer comme des lapins ».

Il risque de se produire entre les deux un effet de lampe à arc et alors la situation deviendra vraiment dramatique.

P.M. Ce qui frappe chez les nouveaux délinquants, c'est certes ce droit qu'ils se sentent d'exercer une riposte sur une société qui les a abandonnés, mais c'est aussi leur mépris de la vie humaine.

X.R. Ça commence par les sacs à main qu'on arrache aux vieilles dames en leur décochant un coup de matraque au passage ; puis on sort avec le caddie d'une grande surface en menaçant la caissière d'un couteau à cran d'arrêt. C'est comme le pêcheur qui prend des ablettes, il a envie d'attraper des brochets et si possible d'aller en Afrique pêcher le gros parce qu'il a vu de belles photos dans les journaux.

Ça commence avec une boîte de conserve et ça se termine dans une agence de la Société générale. Et des deux côtés, de celui qui agresse et de celui qui veut

Le squatt est le sanctuaire de celui qui a choisi l'illégalité



La drogue sous toutes ses formes est une habitude. Ils n'imaginent pas qu'elle puisse être défendue.

La violence attire ceux qui sont mal insérés ou à cheval sur deux cultures

se défendre, il y a le même instinct, celui du chasseur et celui du territoire, qui est implanté chez l'homme depuis des millénaires.

P.M. Pouvez-vous dessiner le profil type de l'adolescent qui risque d'être propulsé dans la violence extrême ?

X.R. Dans une société policée comme la nôtre, le problème de la violence à la base est fondamentalement culturel. Les gens qui sont le plus exposés aux risques sont ceux qui sont mal insérés ou qui sont à cheval entre deux cultures et ne sont bien dans aucune des deux.

Un adolescent de la deuxième génération des immigrés ne sait plus où il en est. Quand il retourne chez lui dans le Maghreb, les gens l'appellent « le Français » parce qu'il ne parle plus comme eux, et quand il est en France, il est appelé « Algérien » dans le meilleur des cas et « bougnoule » dans le pire.

Il est déboussolé, il n'est donc pas stable, et de la non-stabilité à la déstabilisation active il n'y a pas loin. Il ne faut pas oublier que c'est dans ces populations où on se livre le plus à la délinquance, qu'on en souffre le plus. Le coup de couteau qui s'échange régulièrement entre deux personnes qui habitent la même cité touche rarement les habitants des quartiers bourgeois. On s'affole en voyant déborder sur les villes la jungle des cités, mais c'est à l'intérieur même qu'elle est la plus féroce.

Le fait qu'à l'heure actuelle, l'ordre ne puisse plus être maintenu dans un certain nombre de cités, dérange tout le monde sur le plan philosophique, mais ceux qui en souffrent le plus sont ceux qui y vivent. Une voiture ne reste pas deux nuits le long d'un trottoir sans être volée ou pillée. Une fillette petite ne peut pas aller chercher son pain sans être détournée. C'est vraiment invivable.

Le facteur de risque principal est donc ce malaise culturel, lié inévitablement à un environnement délictueux. Mais tout est aggravé par l'énorme difficulté qu'il y a aujourd'hui à sortir du cercle et à accéder à un bon emploi.

Depuis dix ans, la barre à franchir pour trouver un job intéressant a été remontée de manière terrifiante. Pour trouver un travail qui vous donne envie de vous lever le matin, il faut une chance incroyable. En même temps que la société dans laquelle nous vivons perdait son cadre moral et ne considérait plus le travail comme un bien suprême, le fait d'accéder à cette même société devenait de plus en plus difficile.

En plus, face aux complexités de l'administration et de la loi, les gens ne savent même pas quels sont leurs droits et où commencent leurs fautes. L'autre jour, je discutais avec une jeune femme qui était simultanément fille-mère, prostituée et héroïnomane.

Elle me disait : « Tu te rends compte, ils m'ont arrêtée à cause de la drogue alors que j'avais uniquement ma dose sur moi. » Elle ne savait même pas que le simple fait d'avoir de la drogue dure sur soi, même si ce n'est pas pour la vendre, est interdit. Dans son milieu, il y a tellement de gens qui sniffent dans la journée qu'elle ne pouvait même pas imaginer que ça puisse être défendu.

Pour en finir avec le tableau des risques, il faut ajouter l'absence des parents qui font ce qu'ils peuvent, mais qui partent à cinq heures du matin et sont complètement dépassés.

P.M. A côté des délinquants « ordinaires », on assiste à l'écllosion de groupes qui vivent en dehors, ou contre la société comme les squatters. Ils refusent de payer quoi que ce soit et, pour se nourrir, ils volent. N'est-ce pas quelque chose de nouveau que cette délinquance à base idéologique ?

X.R. Les militants révolutionnaires ont toujours essayé de trouver, parmi les masses, des gens qui étaient prêts à passer à l'action. A partir du moment où on assiste à la naissance de groupes humains qui n'ont plus de perspectives et qui sont prêts à tout, il est bien évident que les groupes révolutionnaires vont s'intéresser à eux.

Bien sûr, ça ne signifie pas que toute personne qui se trouve en état de désespoir social soit un terroriste en puissance. Cela dit,



La prison est le foyer des jeunes délinquants en conflit avec leur famille. Entre eux ils s'y sentent en confiance.

c'est dans ces milieux-là qu'on risque de trouver plus facilement une oreille attentive aux propos du style : « La société ne nous offre rien, renversons-la. » Il est certain, si on n'y prend garde, qu'il y a un énorme risque de dérapage.

Le problème n'est donc plus seulement celui de la délinquance, mais celui d'un tout petit nombre, peut-être d'un loubard sur dix mille au début, qui donnera un contenu politique à sa violence. C'est ce que j'appelle la violence sociale.

P.M. Comment définissez-vous la violence sociale ?

X.R. Ce sont les formes de violence gratuites, ne rapportant rien à leurs auteurs, comme le vandalisme, qui sont propres à des groupes sociaux, parfois vastes, parfois limités, mais qui ont en commun d'être plongés dans un état de désespoir et de ne pas avoir de futur.

Que ce malaise ait des causes subjectives ou objectives n'a pas grande importance puisque ce qui provoque le passage à l'acte relève toujours du facteur psychologique. Ce qui compte, c'est le fait qu'on ne se sente pas bien. Cette violence s'exerce tout simplement sur l'environnement. Les cabines téléphoniques, les distributeurs du métro sont systématiquement saccagés. Dans les entreprises, les gens qui se sentent coincés, qui ne se reconnaissent pas dans les organisations syndicales, exercent leur violence sur les choses en sabo-

tant. C'est rarement concerté, ce sont des réactions individuelles mais de plus en plus, dans les ateliers, on casse pour casser.

Autrefois, la tradition ouvrière était toujours de respecter l'outil de travail dans l'espoir de se l'approprier un jour. Pour ces désespérés, un responsable Cgt ou un flic, c'est la même chose. Ils se sentent aussi différents de l'aristocratie ouvrière – de ceux qui sont motivés et sécurisés – que des grands bourgeois. Le clivage ne passe pas entre ouvriers et patrons, mais entre tous ceux qui ont une existence garantie et tous ceux qui se considèrent comme hors statuts.

Dans une cité de la périphérie parisienne que je connais, la municipalité est communiste et les responsables de la Maison des jeunes essaient de trouver un langage commun avec les loubards. Ils leur disent : « C'est bien de travailler chez Renault, de faire des voitures », mais leurs interlocuteurs n'en ont vraiment rien à foutre. Plus personne ne sait quoi dire. Il n'y a plus de vocabulaire commun.

Il devient alors impossible de discuter avec ces gens. C'est aussi difficile que d'essayer de raisonner quelqu'un qui est intimement persuadé de la nécessité de se suicider et qui se suicidera d'ailleurs un quart d'heure après. C'est très violent et le dialogue ne peut pas passer.

Il ne faut pas exagérer l'importance de ces groupes de squatters ou de vandales en France et,

bien sûr, le fait de les étudier crée un effet de loupe, mais il est important de connaître les catégories sociales qu'on pourrait appeler comme en médecine des catégories « de hauts risques ».

Encore une fois, il ne faut pas exagérer. La France n'est pas envahie par des hordes de barbares, mais le moins qu'on puisse dire est que la situation est très préoccupante. Un certain nombre de catégories sociales, les jeunes chômeurs, les jeunes immigrés de la deuxième génération qui sont d'ailleurs également des chômeurs, les loubards et ceux qu'on appelle les jeunes intellectuels prolétariés, c'est-à-dire les gens qui ont fait des études et qui se retrouvent amers avec les boulots inintéressants, sont les ferments de cette violence sociale. Et elle se développe très vite.

P.M. En somme, cette violence sociale, distincte de la violence délinquante crapuleuse, exprime simplement le désespoir d'un grand nombre de jeunes.

X.R. Absolument. Et la preuve c'est qu'elle s'accompagne de violence qu'on exerce sur soi-même. Le taux de suicides augmente chez les jeunes. On n'en est plus au geste de désespoir romantique de l'adolescent de 16 ans qui prenait trois cachets et se débrouillait pour qu'on le découvre à temps. Aujourd'hui, la proportion de suicides réussis est plus importante qu'elle ne l'avait jamais été. Ils se sont ra-

Un loubard sur dix mille donne un contenu politique à sa violence



Une voiture en stationnement. Son propriétaire la retrouvera « désossée » comme une carapace de crabe.

O_n commence à la colle à treize ans. A quatorze, on passe à l'héroïne

dicalisés et on ne se loupe plus, ce qui donne la mesure du désespoir.

On assiste en même temps au développement d'une forme d'alcoolisme que les jeunes appellent « l'alcoolisme défoncé ». Il ne s'agit plus de la cuite du samedi soir, mais bel et bien de se tuer avec l'alcool. Et, bien entendu, le nombre de gens accrochés par les drogues dures croît à une vitesse effroyable. D'une année sur l'autre, le nombre d'héroïnomanes qui viennent se faire soigner dans des endroits où on ne les maltraite pas, comme Marmottan, progresse de 47 %.

Dans les cités satellites à cinquante ou soixante kilomètres de Paris comme Melun ou Trappes, les dealers répandent une nouvelle forme d'héroïne coupée avec de la mort aux rats parce que ce poison accélère le processus de dépendance. Les gens sont accrochés beaucoup plus vite. Avec de l'héroïne de bonne qualité, il faut en moyenne une cinquantaine de « fixes » pour rendre quelqu'un dépendant. Avec la mort aux rats, on est complètement esclave au bout de sept ou huit prises.

Dès qu'on est « accroché », il faut entre 2 000 et 3 000 F par jour pour se payer sa dose. Et le meilleur moyen de se procurer cet argent est de devenir à son tour dealer en accrochant de nouveaux clients.

Burroughs écrivait dans l'introduction au « Festin nu » : « La

drogue est la marchandise idéale. C'est celle pour laquelle les clients supplient le marchand. » Et il ajoutait : « C'est le seul jeu avec le flipper où on ne gagne qu'une seule chose : la permission de continuer. »

Tout cela, ce sont des formes de suicide. On se tue en se tirant une balle dans la tête, en prenant de l'héroïne grise d'Iran, qui, une fois sur trois, rend aveugle, en buvant de l'alcool jusqu'au coma. On commence à la colle à treize ans et à partir de quatorze ans on passe à l'héroïne.

P.M. Ne risque-t-on pas de voir naître en France une forme de terrorisme du désespoir comme en ont connu l'Allemagne et l'Italie ?

X.R. Je ne le crois pas pour les raisons qui l'ont empêchée de survenir dans le passé. Un certain nombre de militants issus des mouvements soixante-huitards dans toute l'Europe mais surtout en Allemagne fédérale et en Italie, en étaient venus en effet à cette époque à l'idée que la bourgeoisie avait endormi la classe ouvrière, comme la méchante sorcière avait endormi Blanche-Neige et qu'il fallait donner le baiser libérateur à la princesse assoupie. Pour réveiller la classe ouvrière, il fallait, comme le disait Meinhof, faire exploser des bombes dans la conscience des gens.

Entre provoquer des explosions dans la conscience des gens et poser des bombes tout-court

dans la rue, il n'y avait que la différence entre la pensée et l'action et le passage à l'acte s'est déroulé en Italie et en Allemagne peu de temps après. Mais les prémices de ces mouvements se trouvaient en France, dans la pensée d'Althusser, de Sartre et des mouvements Mao. Ce sont eux qui, pour la première fois, ont remis au goût du jour les vertus de la violence révolutionnaire.

Mais en France, les théoriciens de la violence révolutionnaire étaient, dans le fond, des philosophes humanistes et ils ont été affolés devant ce passage de la violence symbolique à la violence réelle, qui se produisait très facilement en Italie et en Allemagne.

Après l'assassinat de Pierrot Vernet chez Renault quand les Mao français ont kidnappé Novak, il fallait savoir ce qu'on allait en faire. La sanction normale, c'était la mort. Si cela s'était passé en Italie, il aurait été exécuté ou, dans le meilleur des cas, il aurait reçu une balle dans le genou. En France, ceux qui avaient été les premiers à théoriser la violence, ont dit : « Non on ne peut pas faire une chose comme ça ». Les papas se sont couchés en travers et tout le monde est rentré à la niche.

Il y a eu une raison plus concrète. On m'a raconté une entrevue qui s'est déroulée à l'époque entre les dirigeants Mao français et Andreas Baader qui était alors sur le point de



Près d'un « squatt » du XX^e arrondissement, la mort absurde du jeune Antillais Moisa.

passer à l'acte en Allemagne. Les militants Mao en sont sortis horrifiés disant « C'est un fou, c'est un robot. On ne peut pas être comme ça. Il est déjà en train de tirer son colt devant un adversaire cent fois plus puissant que lui ».

Les Français ont donné un coup de frein et ont préféré la dispersion à travers les différents tissus sociaux, dans le mouvement féministe, dans le mouvement en faveur des homosexuels. La plupart d'entre eux étaient des utopistes plus proches de Jean-Jacques Rousseau que des poseurs de bombes et ils ont refusé de sortir le flingue pour frapper l'ennemi.

Mais quand le passage à l'acte s'est produit, à l'étranger, tout est allé très vite. En Italie, l'organisation sœur de la gauche prolétarienne française qui s'appelait « Sinistra prolétaria » ce qui signifie la même chose, a donné naissance à un bras armé qui, au début, s'appelait « la Brigade rouge ». Et, très rapidement, on a assisté à la mainmise de l'organisation militaire sur l'organisation politique. Six mois plus tard, les Brigades rouges plongeaient dans la clandestinité.

P.M. Que font alors les militants Mao en France ?

X.R. Ces militants qui avaient refusé le passage au terrorisme comme en Allemagne et en Italie n'ont pas voulu pour autant renoncer à la lutte. Comme ils ne pouvaient plus agir par eux-

mêmes, ils soutiennent squatters et communautés plus ou moins marginales. Ils se sont transformés un peu en voyeurs.

Ils sentaient qu'il y avait un potentiel de violence dans la société et ils sont partis à la recherche des acteurs de cette contestation de fait qui, dans la grande majorité des cas, n'était absolument pas politisée. Ils sont allés les voir un peu comme un monsieur vieux et fatigué va admirer le jeune étalon en se disant voilà quelqu'un qui doit savoir y faire, alors que moi je suis un petit peu sur la touche. La récupération politique de la violence sociale n'est donc pas en France pour demain !

P.M. Quelles solutions entrevoiez-vous aussi bien à la violence délinquante qu'à la violence sociale ?

X.R. Je vais vous répondre par une boutade : si on veut faire régresser spectaculairement ces manifestations, il faut, par un coup de baguette magique, créer immédiatement deux millions d'emplois intéressants pour les jeunes.

Autant vous dire que ce n'est pas demain la veille ; mais c'est ça le problème. On n'a pas affaire à des gens qui sont congénitalement vicieux et qui veulent absolument nuire à leurs contemporains. On est simplement en face de gens qui se détruisent, et qui en arrivent à la conclusion qu'on peut tout aussi aisément détruire les autres dans leurs biens ou dans leur

personne que soi-même.

La morale à tirer de cette histoire, c'est qu'on ne fait pas boire un homme qui n'a pas soif et qu'on ne peut pas aider des gens qui ne veulent pas s'en tirer eux-mêmes. Tous les psychologues qui travaillent dans ces milieux se heurtent à la même réponse. On leur dit : « Trouvez-moi une raison pour laquelle je devrais m'en tirer. »

Et le psychologue est incapable de répondre. Ils essaient de remettre les gens sur pied mais ils n'ont pas les moyens de toucher aux causes profondes. C'est pourquoi je suis très pessimiste en ce qui concerne l'avenir de ces formes de violences.

P.M. On en revient aux thèses simplistes des partisans de la répression brutale et de l'auto-défense. Est-ce cela qu'il faut faire ?

X.R. Non. La peur et la violence se nourrissent naturellement. Mais ce qui est grave, c'est que si on se livre à une politique un peu plus généreuse, on accroît aussi le risque.

La raison est la suivante : quand on adopte des mesures libérales en faveur des délinquants en les accompagnant d'une politique préventive, il y a des mesures qui ont un effet immédiat et d'autres pas. Les gens qu'on a relâché se retrouvent tout de suite dans la nature et il s'en trouve immédiatement une partie qui récidive.

Le public réagit à cela en disant : « Pourquoi se (suite p. 80)

La récupération politique de la violence sociale n'est pas pour demain

POURQUOI TUENT-ILS POUR UN AUTORADIO ?

(suite de la page 9) généraient-ils puisqu'on ne reste pas en prison ? » Face à cette recrudescence immédiate de délinquance, il faut quatre ou cinq ans pour que se sentent enfin les effets d'une politique de prévention. Il y a donc un temps de retard qui est dramatique.

Je raisonne froidement sur ces questions auxquelles je m'intéresse depuis longtemps mais, en 81, quand j'ai appris qu'un certain nombre de personnes avaient été relâchées de prison, je savais que dans un premier temps cela allait se traduire par un accroissement de la délinquance. Et je m'en suis aperçu très vite dans ma propre maison où je vivais depuis six ans sans avoir été cambriolé et où dans les deux mois qui ont suivi les libérations, ma porte a été fracturée deux fois.

Ça n'était pas grave, on sentait qu'il s'agissait d'amateurs. Mais justement, il s'agissait sans doute de gens qui auraient peut-être hésité, un an plus tôt, à entrer dans un appartement, mais que de nouvelles dispositions ont en quelque sorte encouragés. Quand j'allais voir le commissaire, il levait les bras au ciel en me disant : « Si on ne les avait pas laissés sortir, on n'en serait pas là. »

Pour faire quelque chose d'efficace, il faudrait que les gens qui donnent le « la » en matière de politique contre la délinquance soient considérés comme des arbitres valables par les deux parties en présence : les gens qui ont des raisons d'avoir peur d'un côté et ceux qui commettent les délits de l'autre. Leur crédibilité est capitale. Le rôle souverain de l'Etat, c'est ça : arbitrer entre les intéressés.

A l'heure actuelle, j'ai l'impression qu'il y a un vrai problème parce que, parmi les mesures proposées, beaucoup sont astucieuses mais elles sont émises par des personnes qui, pour des raisons, justifiées ou non, donnent de l'urticaire à la moitié de la population quand elles ne la mettent pas en rage.

Mais le plus important à mon sens, serait de retrouver la possibilité de dialogue avec les gens qui sont à la fois les auteurs et les premières victimes de ces actes de violence sociale. Tant qu'on n'aura pas trouvé, vis-à-vis d'eux, des carottes valables autant que des bâtons valables, on ne pourra rien faire.

Un jour, je parlais à un jeune

délinquant qui me racontait ses exploits ; quand je lui ai dit que ces histoires risquaient de le conduire directement en prison, il m'a répondu : « Il paraît qu'en prison on est tout seul dans une pièce. Chez moi, avec mes huit frères et sœurs dans le même gourbi, je n'ai jamais un seul instant de tranquillité. Quelque temps en prison, ce serait formidable ! »

Comment discuter avec des gens pour qui la prison devient une espèce de colonie de vacances ? Même si on est trois par cellule, on y est entre gens qui se comprennent et on est moins nombreux que dans la chambre de son H.I.M. Alors, la sanction devient dérisoire. Le bâton ne marche pas et pour que la carotte fonctionne, il faudrait pouvoir leur dire : vous aussi vous pouvez, et vous devez, vous en sortir.

Quand un ministre apparaît en costume bleu marine sur l'écran de la télévision et commence à tenir des discours en langage technocratique, avec des mots de plus de trois syllabes que les gens n'ont jamais entendus, il parle pour rien. En revanche, quand un chanteur qui a vécu dans une cité, ou un footballeur dit « Moi je suis passé par là, mais je m'en suis sorti », il donne un exemple concret.

Je connais des exemples de coopératives qui ont été montées par des ex-délinquants, par exemple un fast-food dans une cité. Quand ça marche, le pouvoir exemplaire est fantastique. Malheureusement, quand ça se casse la figure, ce qui est souvent le cas, le désespoir devient encore plus grand. Mais voilà justement des gens qu'il faudrait aider pour qu'ils n'échouent pas à cause de complications administratives ou de paperasseries ridicules.

La meilleure leçon de choses, pour ceux qui se lancent dans l'aventure et pour ceux qui les observent, c'est qu'ils puissent s'apercevoir que le processus d'acquisition de l'argent, ce que le camarade Marx appelait l'accumulation primitive du capital, ne passe pas uniquement par le larcin.

Ils se rendent compte, à leur propre stupéfaction, qu'il y a des gens qui viennent spontanément leur apporter de l'argent pour avoir quelque chose en échange. Ce genre d'expériences est le seul moyen de séparer ceux - l'infime minorité - qui, de toute

manière, seront des délinquants par facilité ou par faiblesse et ceux qui se jettent dans la violence par impuissance à trouver une autre solution.

Le problème est que comme tous font également peur, on a tendance à vouloir les mettre tous en prison et on jette le bébé avec l'eau du bain. Il faudrait opérer de façon microchirurgicale, trouver un nouveau dialogue, proposer des exemples concrets pour prouver qu'aucune fatalité ne condamne les gens à l'échec, et enfin faire connaître ces expériences.

Dans ces milieux-là, chaque jour l'actualité véhicule malheureusement beaucoup plus de nouvelles d'échecs alors que personne ne parle des petites réussites. La répression toute seule ne sert qu'à fabriquer des rebelles. Et les mesures libérales sont effectivement suivies de recrudescence de la délinquance à court terme. Et la violence continue à engendrer la peur qui continue à exacerber la violence. Chez les délinquants, la colère et la protestation des flics sont perçues comme une victoire. C'est Guignol qui a fait sortir le gendarme de ses gonds et les manifestations de mécontentement sont perçues plus comme un encouragement à continuer la guerre que comme une menace. Toute personne qui s'est frottée à la police dans sa vie sait que, dans un interrogatoire, un policier qui perd le contrôle de ses nerfs avoue son impuissance alors que si on a affaire à quelqu'un de calme c'est qu'il a les moyens de vous coincer.

Ce malaise de la police vient, encore une fois, de l'impossibilité de trouver un langage commun. C'est là qu'il faut fouiller parce que des deux côtés, confusément, on cherche une nouvelle règle du jeu.

Mais, à l'heure actuelle, attention au dérapage et attention à la crispation des positions antagonistes. Attention aussi à ce qui se produit souvent dans les régimes démocratiques, et qui consiste à ne pas soulever les problèmes avant qu'ils aient éclaté en vraie grandeur.

A partir du moment où un vivier de criminels se crée et échappe à tout contrôle, on ne peut plus dire : « On verra bien. » Quand on voit, le drame est déjà consommé. Et on commence à voir... ■

INTERVIEW DOMINIQUE EUDES